



NEWSLETTER 4-2013

à tous les membres des sections / *an alle Sektionsmitglieder*

Nous vous souhaitons, ainsi qu'à vos proches, une excellente année 2014.
Qu'elle vous apporte joie, bonheur, santé et succès

Wir wünschen Ihnen und Ihren Angehörigen viel Glück, Freude, Gesundheit und
Erfolg im neuen Jahr 2014

Table des matières / *Inhaltsverzeichnis*

	Page
1. Révision de l'Ordonnance sur les douanes pour l'importation de marchandises dans le trafic touristique	2
2. Révision de l'Ordonnance sur les boissons alcooliques	2
3. Politique agricole 2014 - 2017	4
4. Lois sur l'alcool au Parlement	5
1. <i>Revision der Zollverordnung über die Einfuhren im Reiseverkehr</i>	5
2. <i>Revision der Alkoholverordnung</i>	6
3. <i>Agrarpolitik 2014 - 2017</i>	8
4. <i>Alkoholgesetze im Parlament</i>	9

1. Révision de l'ordonnance sur les douanes pour l'importation de marchandises dans le trafic touristique

Pour rappel : en juin 2013, l'Administration fédérale des douanes (AFD) avait lancé un projet dangereux à l'encontre de la vitiviniculture suisse, en voulant augmenter la franchise d'importation libre de droit de 2 litres à 20 litres (par jour et par personne) et diminuer le droit de douane de 3.-/l à 2.-/l dès le 21^{ème} litre. Le 21 août 2013, l'IVVS et la FSV ont envoyé leur prise de position à l'AFD, à savoir 2 litres en franchise et 3.- dès le 3^{ème} litre.

Sous l'impulsion de la FSV, une délégation du groupe parlementaire vitivinicole a rencontré la Conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf et son administration le 19 septembre 2013 pour faire part de ses critiques et mener une discussion approfondie au sujet de la franchise quantitative. Une option basée sur la réciprocité frontalière a alors été examinée consistant en une franchise quantitative de 4 litres, puis l'application d'un droit de douane hors contingent (3.-/l + TVA) dès 5 litres. Cette contre-proposition a fait l'objet de la motion Germanier déposée en session de septembre 2013. Elle reprend sur le fond la position défendue par la FSV dans le cadre des Ordonnances de la PA 2014 – 2017.

En décembre 2013, le Département fédéral des finances proposait de refuser la motion Germanier et d'adopter une solution insatisfaisante pour notre vitiviniculture. Suite à la forte insistance exercée auprès du Conseil fédéral par notre président ainsi que par les Conseillers nationaux Jean-René Germanier et Christophe Darbellay, la décision relative aux franchises quantitatives est repoussée à 2014. Le comité du groupe parlementaire vitivinicole sera convié à une séance à ce sujet en janvier 2014 par l'Administration fédérale.

Par ailleurs, afin de maintenir la pression, une interpellation a été déposée au Conseil des Etats par le sénateur Robert Cramer.

Relevons encore que le tourisme d'achat est estimé aujourd'hui à 8 milliards de francs représentant des pertes de postes de travail se chiffrant par dizaine de milliers et privant la Confédération de centaines de millions de francs de TVA. Une mesure de relèvement aussi massive de la franchise d'achat de vins aurait un impact fort sur l'incitation à consommer à travers la frontière et favoriserait une augmentation de cette pratique impliquant des pertes fiscales supplémentaires pour la Confédération.

2. Révision de l'Ordonnance sur les boissons alcooliques

Le 13 décembre 2012, le Département fédéral de l'intérieur (DFI) a ouvert une procédure de consultation au sujet de révisions dans le domaine des denrées alimentaires et des objets usuels touchant notamment l'ordonnance sur les boissons alcooliques. Sur la base des commentaires reçus de ses sections, ainsi que de la commission technique œnologique de VITISWISS et de l'USOE, la FSV a adressé sa prise de position le 22 mars 2013.

En particulier, la modification de l'article 11, al. 7, let b et c permettant aux encavages d'indiquer le cépage et le millésime sur les vins de table pose un problème majeur à notre vitiviniculture. Le 15 mai 2013, la FSV a donc écrit au Conseiller fédéral Alain Berset, chef du Département fédéral de l'intérieur (DFI), pour lui demander de renoncer à la révision de cette disposition et de maintenir le statu quo. En effet, dans un marché déjà difficile et un contexte de production indigène coûteux, il est particulièrement important que la valeur ajoutée des vins AOC ne soit pas menacée par le profilage de vins de table, par nature de masse et bon marché.

Lors de l'assemblée générale de l'Association suisse des vigneron-encaveurs indépendants du 21 octobre 2013, le représentant de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a informé des modifications apportées à l'Ordonnance sur les boissons alcooliques, ordonnance devant encore être signée les prochains jours par le chef du DFI pour une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Malgré l'avis unanime de la branche de maintenir le statu quo en ce qui concerne

l'article 11, al. 7, let b et c, l'OFSP proposait de donner la possibilité de faire mentionner le millésime et le(s) cépage(s) sur les vins de table. Le président de la FSV, présent à cette assemblée, a immédiatement sollicité un entretien au Conseiller fédéral Berset pour lui demander de modifier la position du Département. Quelques jours plus tard, M. Favre, accompagné de MM. Robert Cramer, Conseiller aux Etats et président de l'Interprofession de la vigne et des vins de Genève, de M. Christophe Darbellay, Conseiller national, et de M. Jean-Denis Perrochet, vice-président de l'ASVEI, ont été reçus par le chef du DFI et lui ont fait part de leurs soucis de voir l'introduction d'une telle disposition dans l'ordonnance. Cette rencontre a porté ses fruits. En effet, le Conseiller fédéral Alain Berset décida finalement de maintenir le statu quo et ainsi empêcher les mentions de cépages et millésimes sur les vins de table suisses.

Le tableau ci-après vous donnera un aperçu des principales propositions émises par la FSV et de la manière dont elles ont été prises en compte par l'OFSP dans la nouvelle Ordonnance sur les boissons alcooliques.

Ordonnance sur les boissons alcooliques

Demandes de la FSV	Version adoptée
En ce qui concerne la définition des vins, permettre en règle générale l'ajout de 10 % de vin blanc dans le vin rosé, pour autant que les dispositions AOC cantonales le prévoient	Demande prise en considération : Art. 8 Coupage, al. 5 ⁵ Les vins rosés peuvent être coupés avec des vins blancs à concurrence de 10 % si les dispositions cantonales régissant les appellations d'origine contrôlée (AOC) le permettent. Les dispositions de l'ordonnance du 14 novembre 2007 sur le vin demeurent réservées.
Demander que l'Oeil-de-perdrix et la Dôle blanche puissent être coupés exclusivement avec des vins blancs issus de cépages de pinot gris ou pinot blanc jusqu'à concurrence de 10 % si les dispositions AOC cantonales le prévoient	N'a pas été prise en considération, mais prévu dans l'Ordonnance sur le vin dans le cadre de la PA 2014-2017
A l'article 11, al. 7, let b et c, renoncer à permettre aux encavages d'indiquer le cépage et le millésime sur les vins de table	Demande prise en considération. Cette possibilité demeurera donc interdite pour les vins de tables suisses
A propos du vin de liqueur (art. 16), interdire l'ajout de moût concentré importé	N'a pas été prise en considération
En ce qui concerne l'eau-de-vie de fruit, changer le titre de l'article en "Eau-de-vie de fruit ou de légume"	Demande prise en considération : Art. 68 Eau-de-vie de fruit ou de légume

Annexe 2, Pratiques et traitements œnologiques admis, avec leurs limites et conditions alcooliques

Demands de la FSV	Version adoptée
Au point 31, interdire l'addition de caramel (uniquement pour les vins de liqueur) pour les vins d'appellation d'origine	N'a pas été prise en considération
Au point 38, interdire la désalcoolisation partielle des vins pour les vins d'appellation d'origine	N'a pas été prise en considération
<p>En ce qui concerne l'Appendice 14, demander d'abolir la disposition d'année exceptionnelle</p> <p>Pour ce qui est des opérations d'enrichissement, demander que l'adjonction de moût de raisin concentré ou de moût de raisin concentré rectifié ne contribue pas à augmenter le volume initial de 8 %</p> <p>Demander que la teneur en alcool des vins de pays et des vins de table suisses ne dépasse pas, sous l'effet de l'enrichissement, 12 % volume pour les vins blancs et 12,5 % volume pour les vins rosés et rouges</p> <p>Chacune des opérations d'enrichissement exclut le recours aux autres</p>	<p>Demande prise en considération</p> <p>Demande prise en considération</p> <p>Demande prise en considération</p> <p>Demande prise en considération</p>

3. Politique agricole 2014 - 2017

Dans la newsletter no 2-2013, nous vous avons informés qu'au début du mois d'avril 2013, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) avait mis en consultation le train d'ordonnances relatif à la politique agricole 2014 – 2017. Sur les 18 textes législatifs soumis pour avis, la FSV s'est concentrée sur l'Ordonnance sur le droit foncier rural, l'Ordonnance sur les paiements directs, l'Ordonnance sur la terminologie agricole, l'Ordonnance sur les améliorations structurelles, l'Ordonnance sur les importations agricoles, l'Ordonnance sur la promotion des ventes de produits agricoles et sur l'Ordonnance sur le vin. Elle a adressé sa prise de position à l'OFAG le 26 juin 2013.

Le 23 octobre 2013, le Conseil fédéral a adopté les 18 ordonnances relatives à la Politique agricole 2014 – 2017. Il est décevant de constater que l'OFAG n'a guère tenu compte des demandes de la branche. Son argumentation est la suivante : il s'agissait d'une audition et non d'une consultation. Dans le cas d'une audition, il convient de s'exprimer uniquement sur le projet soumis pour avis et aucune nouvelle proposition ne peut être faite.

Le bilan Politique agricole 2014 – 2017 est mitigé, avec une bonne correction parlementaire au niveau de la loi. Il faut se réjouir de la suppression des limites de revenu/fortune pour l'octroi des paiements directs, du maintien de l'octroi de paiements directs en zone à bâtir (enregistrée à fin 2013), de la possibilité d'obtenir des aides aux améliorations structurelles pour la reconsti-

tution, de l'augmentation modeste du budget de promotion des ventes avec une ouverture pour l'exportation. Par contre, la branche est déçue du manque de prise en considération des demandes de la profession dans le cadre des ordonnances d'application. Parmi les déceptions : le refus de considérer la production intégrée vitivinicole (développement durable) comme apte à obtenir des contributions "extenso" et la non-revalorisation de la culture de la vigne en pente, banquettes et terrasses comme demandée depuis plusieurs années. Rappelons la tendance générale : l'obtention de paiements directs est de plus en plus conditionnée aux programmes de durabilité.

Pour la FSV, il s'agit maintenant de reprendre son bâton de pèlerin politique pour œuvrer en faveur d'une vitiviculture suisse compétitive et pérenne, notamment pour faire augmenter substantiellement le budget de promotion des ventes (motion Favre adoptée par le Conseil fédéral) et le soutien à la culture de la vigne en pente, en banquette ou en terrasse.

4. Lois sur l'alcool au Parlement

A sa séance des 14 et 15 octobre 2013, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-E) avait chargé l'administration fédérale, dans le cadre de l'examen de la loi sur l'imposition des spiritueux, d'examiner une proposition alternative à l'imposition basée sur le rendement. Celle-ci prévoyait une réduction d'impôt de 30 % pour les boissons spiritueuses obtenues par distillation de baies et de fruits à pépins et à noyaux produits en Suisse. Les explications fournies par l'administration ont montré que tant l'imposition basée sur le rendement, préconisée par le Conseil national, que le privilège de 30 % accordé à certaines boissons contrevenaient aux obligations internationales de la Suisse et à la Constitution fédérale sans que cela se justifie. La CER-E a donc demandé à l'administration d'élaborer une réglementation différente. Considérant le fait que les deux conseils sont en principe favorables à un système d'imposition basée sur le rendement, il faudrait trouver une réglementation similaire qui compense les coûts de production plus élevés en Suisse et qui protège et favorise les arbres de haute tige lesquels ont une grande valeur écologique. La CER-E a également précisé qu'elle ne pourrait approuver qu'une réglementation tenant compte des principes constitutionnels. Le dossier sera traité en deuxième lecture au plénum des Etats en session de printemps.

* * * * *

1. Revision der Zollverordnung über die Einfuhren im Reiseverkehr

Zur Erinnerung: Im Juni 2013 hat die Eidg. Zollverwaltung (EZV) ein für den Schweizer Reb- und Weinbau gefährliches Projekt lanciert. Es ist geplant, die Zollfreigrenze für die Einfuhr von Wein von 2 auf 20 Liter (pro Tag und Person) anzuheben und den Zoll ab dem 21. Liter von 3.- auf 2.- Fr./l zu senken. Am 21. August 2013 haben der BSRW und der SWBV der Eidg. Zollverwaltung (EZV) ihre Stellungnahme zugeschiedt. Darin wird eine Zollfreigrenze von 2 Litern und ein Zoll von 3.- ab dem 3. Liter gefordert.

Auf Anregung des SWBV hat sich am 19. September 2013 eine Delegation der Parlamentarischen Gruppe Weinbau mit der Bundesrätin Eveline Widmer-Schlumpf und ihrer Verwaltung getroffen, um eine kritische und vertiefte Diskussion über die Freimenge zu führen. Eine Möglichkeit, die auf dem Gegenseitigkeitsprinzip beruht, wurde diskutiert: Die Freimenge würde bei 4 Litern liegen, und die Zollgebühren bei Fr. 3.- / Liter + MWSt ab dem 5. Liter. Dieser Gegen-

vorschlag ist Gegenstand der Motion Germanier, die während der Session im September 2013 eingereicht wurde. Sie übernimmt im Grunde die vom SWBV vertretene Meinung betreffend die Verordnungen zur AP 2014 - 2017.

Im Dezember 2013 hat das Eidg. Finanzdepartement vorgeschlagen, die Motion Germanier abzulehnen und eine für den Schweizer Reb- und Weinbau nachteilige Lösung anzunehmen. Dank der Beharrlichkeit, welche unser Präsident und die Nationalräte Jean-René Germanier und Christophe Darbellay beim Bundesrat gezeigt haben, wird der Beschluss betreffend die Freimenge ins Jahr 2014 aufgeschoben. Der Vorstand der Parlamentarischen Gruppe Weinbau ist bei der Bundesverwaltung im Januar 2014 zu einer Sitzung in dieser Angelegenheit eingeladen.

Um den Druck hoch zu halten wurde zudem im Ständerat von Herrn Robert Cramer eine Interpellation eingereicht.

Erinnern wir uns daran, dass der Einkaufstourismus heute auf 8 Milliarden Franken geschätzt wird, was einem Verlust von um die zehntausend Arbeitsplätzen und einem Wegfall von mehreren hundert Millionen Franken an MWSt entspricht. Eine so massive Erhöhung der Weinfreimenge wäre ein starker Anreiz um Weine im Ausland einzukaufen. Durch die Förderung dieser Praktik würden dem Bund zusätzliche Steuereinnahmen entstehen.

2. Revision der Alkoholverordnung

Am 13. Dezember 2012 eröffnete das Eidgenössische Departement des Innern (EDI) ein Vernehmlassungsverfahren zu den Änderungen betreffend Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände, speziell zur Verordnung über die alkoholischen Getränke. Auf Grund der Kommentare, die von den Sektionen, von der Technischen Kommission Weinbereitung VITISWISS und vom Verband Schweizer Oenologen (USOE) eingegangen sind, hat der SWBV am 22. März 2013 seine Stellungnahme eingereicht.

Insbesondere ist die Änderung von Artikel 11, Abs. 7, b und c, die es den Kellereien erlauben soll, auf Tafelweinen die Rebsorte(n) und den Jahrgang anzugeben, für den Schweizer Reb- und Weinbau problematisch. Daher hat der SWBV am 15. Mai 2013 an Bundesrat Alain Berset, Vorsteher des Eidgenössischen Departements des Innern (EDI) geschrieben und ihn gebeten, auf die Änderung dieser Regelung zu verzichten und den Status quo beizubehalten. In einem ohnehin schwierigen Markt und vor dem Hintergrund einer kostenintensiven einheimischen Produktion ist es besonders wichtig, den Mehrwert der AOC Weine nicht durch die Aufwertung von Tafelweinen zu gefährden, die per definitionem günstige Massenweine sind.

Anlässlich der Generalversammlung der Schweizerischen Vereinigung der Selbsteinkellernden Weinbauern (SVSW) vom 21. Oktober 2013 informierte der Vertreter des Bundesamtes für Gesundheit (BAG) über die Anpassung der Verordnung über alkoholische Getränke, die in den kommenden Tagen vom Vorsteher des EDI noch unterzeichnet werden musste, um am 1. Januar 2014 in Kraft zu treten. Trotz der einstimmigen Meinung der Branche, beim Artikel 11, Abs. 7, b und c den Status quo beizubehalten, schlug das BAG vor, die Erwähnung des Jahrgangs und der Rebsorte(n) auf Tafelweinen zu ermöglichen. Der Präsident des SWBV, der bei dieser Versammlung anwesend war, beantragte unverzüglich ein Gespräch mit Herrn Bundesrat Berset, um ihn zu bitten, die Meinung seines Departements zu revidieren. Einige Tage später wurde Herr Favre, in Begleitung der Herren Robert Cramer, Ständerat und Präsident des Branchenverbandes Genfer Reben und Weine, Christophe Darbellay, Nationalrat, und Jean-Denis Perrochet, Vizepräsident der SVSW, vom Vorsteher des EDI empfangen und hatte die Gelegenheit, seinen Sorgen über die Einführung dieser Bestimmung Ausdruck zu verleihen. Das Treffen war erfolgreich. Herr Bundesrat Alain Berset hat schliesslich entschieden, den Status quo beizubehalten und die Nennung der Rebsorten und des Jahrgangs auf Schweizer Tafelweinen zu verhindern.

Die nachstehende Tabelle gibt einen Überblick über die wichtigsten Vorschläge des SWBV und darüber, wie sie durch das BAG in der neuen Verordnung über alkoholische Getränke berücksichtigt wurden.

Alkoholverordnung

Anträge des SWBV	Übernommene Version
Betreffend die Definition von Weinen: die Beigabe von 10% Weisswein in den Rosé-Wein soll in der Regel erlaubt sein, vorausgesetzt, die kantonalen AOC-Bestimmungen lassen dies zu.	Antrag wurde berücksichtigt: Art. 8 Verschnitt, Abs. 5 ⁵ Rosé-Weine dürfen höchstens mit 10% Weisswein verschnitten werden, wenn die kantonalen AOC Bestimmungen dies zulassen. Die Bestimmungen der Weinverordnung vom 14. November 2007 bleiben vorbehalten.
Oeil-de-perdrix und Dôle Blanche sollen ausschliesslich mit weissen Schweizer Weinen der Rebsorten Pinot Gris oder Pinot Blanc bis zu maximal 10% verschnitten werden dürfen, wenn die kantonalen AOC Bestimmungen dies zulassen.	Bisher nicht berücksichtigt, ist aber in der Weinverordnung im Rahmen der AP 2014-2017 vorgesehen.
Artikel 11, Abs. 7, b und c: Es soll den Kellereien nicht erlaubt werden, auf Tafelweinen die Rebsorte(n) und den Jahrgang anzugeben.	Antrag wurde berücksichtigt. Diese Möglichkeit bleibt also für Schweizer Tafelweine verboten.
Betreffend Likörweine (Art. 16): die Zugabe von importiertem konzentriertem Traubenmost ist zu verbieten.	Wurde nicht berücksichtigt.
Betreffend Obstbranntwein: Änderung des Titels in «Obst- oder Gemüsebranntwein».	Antrag wurde berücksichtigt: Art. 68 Obst- oder Gemüsebranntwein

Anhang 2, Zulässige önologische Verfahren und Behandlungen mit den Mindest- und Höchstgrenzen des Alkoholgehalts

Anträge des SWBV	Übernommene Version
Zu Punkt 31, die Zugabe von Karamell (ausschliesslich für Likörweine) bei AOC Weinen ist zu verbieten.	Wurde nicht berücksichtigt.
Zu Punkt 38, die teilweise Entalkoholisierung von Wein ist für AOC Weine zu verbieten.	Wurde nicht berücksichtigt.

<p><i>Im Anhang 14 sollen die Bestimmungen für aussergewöhnliche Jahre weggelassen werden.</i></p>	<p><i>Antrag wurde berücksichtigt.</i></p>
<p><i>Betreffend die Anreicherungsverfahren: Es wird verlangt, dass die Beigabe von konzentriertem Traubenmost oder von rektifiziertem Traubenmostkonzentrat nicht dazu beiträgt, das den ursprünglichen Alkoholgehalt von 8% zu erhöhen.</i></p>	<p><i>Antrag wurde berücksichtigt.</i></p>
<p><i>Es wird verlangt, dass der Alkoholgehalt von Schweizer Landwein und von Schweizer Tafelwein durch Anreicherung die Grenzen von 12 Volumenprozent bei Weissweinen und 12,5 Volumenprozent bei Rot- und Roséweinen nicht übersteigt.</i></p>	<p><i>Antrag wurde berücksichtigt.</i></p>
<p><i>Jede Anreicherungsart schliesst die Anwendung einer andern aus.</i></p>	<p><i>Antrag wurde berücksichtigt.</i></p>

3. Agrarpolitik 2014 - 2017

Im Newsletter Nr. 2-2013 haben wir darüber informiert, dass das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) Anfangs April 2013 die Verordnungsentwürfe betreffend die Agrarpolitik 2014 – 2017 in die Vernehmlassung geschickt hat. Von den 18 zur Stellungnahme vorgelegten Gesetzestexten hat sich der SWBV auf folgende konzentriert: Verordnung über das bäuerliche Bodenrecht, Direktzahlungsverordnung, Landwirtschaftliche Begriffsverordnung, Strukturverbesserungsverordnung, Agrareinfuhrverordnung, Landwirtschaftliche Absatzförderungsverordnung und Weinverordnung. Am 26. Juni 2013 hat der der SWBV seine Stellungnahme an das BLW eingereicht.

Am 23. Oktober 2013 hat der Bundesrat die 18 Verordnungen zur Agrarpolitik 2014 – 2017 verabschiedet. Mit Enttäuschung stellen wir fest, dass das BLW kaum auf die Forderungen der Branche eingegangen ist. Dies wurde mit der Argumentation, es handle sich um eine Anhörung und nicht um eine Vernehmlassung, begründet. Bei einer Anhörung geht es einzig darum, zum vorliegenden Entwurf Stellung zu nehmen, neue Vorschläge können nicht gemacht werden.

Die Bilanz der Agrarpolitik 2014 – 2017 ist zwiespältig, mit einer guten parlamentarischen Korrektur auf Gesetzesebene. Als Erfolge sind zu werten: die Aufhebung der Limiten bei Einkommen und Vermögen für die Erteilung von Direktzahlungen, die Beibehaltung der Bewilligung von Direktzahlungen in Bauzonen (erfasst bis Ende 2013), Unterstützung für Strukturverbesserungen bei Wiederaufbau, die moderate Erhöhung des Absatzförderungsbudgets mit einer Erweiterung für den Export. Enttäuschend für die Branche ist hingegen, dass die Anliegen der Branche im Rahmen der Ausführungsverordnungen nicht berücksichtigt wurden. Dazu gehören: Ausschluss der Integrierten Produktion im Reb- und Weinbau (nachhaltige Entwicklung) von den Extensobeiträgen und die fehlende Aufwertung der Hanglagen, der befahrbaren Terrassen und der Terrassenanlagen, so wie sie seit Jahren gefordert wird. Der allgemeine Trend geht dahin, dass die Berechtigung für Direktzahlungen mehr und mehr an Programme der Nachhaltigkeit gebunden ist.

Für den SWBV gilt es nun, seine politischen Anstrengungen fortzusetzen, um sich für einen wettbewerbsfähigen und nachhaltigen Schweizer Reb- und Weinbau stark zu machen. Vorallem indem das Budget für die Absatzförderung deutlich erhöht (Motion Favre vom Bundesrat verab-

schiedet) und die Unterstützung des Rebbaus in Hanglagen, auf befahrbaren Terrassen und in Terrassenanlagen verbessert werden.

4. Alkoholgesetze im Parlament

An ihrer Session vom 14. und 15. Oktober 2013 hatte die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates (WAK-S) die Bundesverwaltung beauftragt, im Rahmen einer Prüfung des Gesetzes über die Besteuerung von Spirituosen einen Alternativvorschlag zur Besteuerung auf Ertragsbasis zu prüfen. Dieser Vorschlag sah eine Steuerreduktion von 30 % für Spirituosen aus der Destillation von Beeren und Kern- und Steinobst aus Schweizer Produktion vor. Die Bundesverwaltung lässt ohne genauere Erläuterungen verlauten, dass sowohl die Besteuerung auf Ertragsbasis, wie sie der Nationalrat empfiehlt, als auch das Privileg von 30 % auf gewisse Getränke gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und gegen die Bundesverfassung verstossen. Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates (WAK-S) verlangte daher von der Bundesverwaltung eine anderslautende Verordnung. Angesichts der Tatsache, dass eigentlich beide Räte ein Besteuerungssystem auf Ertragsbasis befürworten, sollte es möglich sein, eine Verordnung zu finden, die die höheren Produktionskosten in der Schweiz kompensiert und ökologisch wertvolle Hochstammkulturen fördert. Die WAK-S liess auch wissen, dass sie nur einer Regelung zustimmen könne, die die verfassungsrechtlichen Grundsätze beachtet.

* * * * *

FSV / CAP / 20.12.2013